

PREFECTURE DES COTES D'ARMOR

**ARRETE**

**portant autorisation d'une installation classée  
pour la protection de l'environnement**

**DIRECTION  
DES COLLECTIVITES LOCALES  
ET DE L'ENVIRONNEMENT**

*Le Préfet des Côtes d'Armor  
Chevalier de la Légion d'Honneur*

- VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;
  - VU la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
  - VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour son application ;
  - VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié, portant nomenclature des installations classées ;
  - VU l'arrêté ministériel du 29 février 1992 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages porcins de plus de 450 porcs de plus de 30 kg soumis à autorisation sous la rubrique n° 2102 de la nomenclature ;
  - VU l'arrêté préfectoral du 1er juillet 1996 portant approbation et mise en oeuvre des programmes de résorption d'excédents d'azote d'origine organique ;
  - VU l'arrêté préfectoral du 8 avril 1998 autorisant M. René PILORGET à installer et exploiter à TREMOREL au lieu-dit « La Carmedaie » un élevage de 448 porcs de plus de 30 kg ;
  - VU la demande présentée par l'exploitant en vue de la création à TREMOREL au lieu-dit « La Carmedaie » de 420 porcs de plus de 30 kg (engraissement) en extension de l'élevage autorisé susvisé, installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;
  - VU les plans et documents annexés à cette demande ;
  - VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions du Commissaire-enquêteur ;
  - VU les délibérations des conseils municipaux de SAINT LAUNEUC (du 30 novembre 1998), TREMOREL (du 7 janvier 1999), LANRELAS (du 18 décembre 1998), ILLIFAUT (du 23 décembre 1998) et MERDRIGNAC (du 16 décembre 1998) ;
  - VU les avis des chefs de services départementaux des Affaires Sanitaires et Sociales, de l'Agriculture et de la Forêt, de la Protection Civile ainsi que celui du Sous-Préfet de DINAN émis respectivement les 22 janvier 1999, 4 janvier 1999, 19 novembre 1998 et 3 février 1999 ;
  - VU le rapport de M. l'Inspecteur des Installations Classées, en date du 5 mars 1999 ;
  - VU l'avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène le 2 avril 1999 ;
  - VU les observations formulées par le demandeur en application de l'article 11 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;
- SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

**- ARRETE -**

**ARTICLE 1er -**

M. René PILORGET demeurant à TREMOREL au lieu-dit « La Carmedaie » est autorisé à installer et exploiter à cette adresse (section YE n°17 et 18) conformément aux plans annexés à la demande, un élevage de 868 porcs de plus de 30 kg comprenant :

|     |                                |
|-----|--------------------------------|
| 16  | places quarantaine-infirmerie, |
| 852 | places engraissement           |

REPUBLIQUE FRANÇAISE  
*Liberté Égalité Fraternité*

installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous réserve du respect des prescriptions édictées dans l'annexe jointe au présent arrêté et de celles définies dans les articles ci-après.

ARTICLE 2 - Prescriptions particulières :

2-1 l'effectif porcin maximum en présence simultanée ne devra pas dépasser 852 porcs charcutiers.

2-2 alimentation biphase :

- l'alimentation biphase sera mise en place dans un délai de six mois à compter de la date de l'arrêté préfectoral pour les bâtiments existants et dès la mise en service de l'élevage pour les bâtiments envisagés.

- le pétitionnaire devra tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées les justificatifs des aliments distribués (factures,...) ainsi qu'un bilan récapitulatif annuel (taux de matières azotées, quantités consommées par catégorie d'animaux). Ces documents devront être conservés pendant cinq ans.

- en cas de non respect des normes « biphase CORPEN » le pétitionnaire devra soit réduire sa production en fonction du plan d'épandage, soit présenter un complément d'épandage ou un autre moyen d'élimination des déjections en rapport avec la quantité d'azote organique produite.

2-3 le pétitionnaire devra installer à moins de 200 mètres de l'établissement, en un emplacement facilement accessible par les sapeurs-pompiers et visiblement signalé un poteau d'incendie de 100 m/m conforme à la norme NFS 61213 capable de fournir en permanence un débit de 1 000 litres/minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum, ou une réserve d'eau d'une capacité comprise entre 90 et 120 m3 conformément à la circulaire ministérielle n°465 du 10 décembre 1951.

2-4 les matériaux employés pour la construction du bâtiment devront être de catégorie M3 au minimum (c'est-à-dire moyennement inflammables).

2-5 l'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

2-6 l'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu sec et pour feu d'origine électrique). De plus, un tuyau d'arrosage, branché sur une conduite d'eau sous pression sera installé à proximité d'une issue.

2-7 les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.

ARTICLE 3 -

La présente autorisation, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

ARTICLE 4 -

Toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession.

ARTICLE 5 -

L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Il devra, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

**ARTICLE 6 -**

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie du lieu d'installation pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la porte de la mairie de TREMOREL pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins de M. René PILORGET.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de M. René PILORGET dans deux journaux d'annonces légales du département.

**ARTICLE 7 -** Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté préfectoral du 8 AVRIL 1998.

**ARTICLE 8 -**

**Délai et voie de recours** (article 14 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement) : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

**ARTICLE 9 -**

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

Le Sous-Préfet de DINAN,

Le Maire de TREMOREL,

L'Inspecteur des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à M. René PILORGET pour être conservée en permanence par l'exploitant et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ainsi qu'aux maires de SAINT LAUNEUC, LANRELAS, ILLIFAUT et MERDRIGNAC pour information.

SAINT-BRIEUC, le  
LE PREFET,

20 AVR. 1999

Pour le PREFET,  
Le Secrétaire Général

Denis DOROSCHOENENBERG

